

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 4940/A/DCCA/1/2/P

relative au paiement des soldes de réforme définitive et des allocations temporaires d'ayants cause.

Du 5 novembre 1970

INSTRUCTION N° 4940/A/DCCA/1/2/P relative au paiement des soldes de réforme définitive et des allocations temporaires d'ayants cause.

Du 5 novembre 1970

Pièce(s) Jointe(s) :

Annexe et modèles d'imprimés : Six modèles d'imprimés.

Modifié par :

1^{er} modificatif du 4 juin 1971 (BOC/SC, p. 700 ; BOC/A, p. 443 et son erratum du 22 juillet 1971 (BOC/SC, p. 820) ;
2^e modificatif du 21 avril 1977 (BOC, p. 1456) ;
3^e modificatif du 13 avril 1979 (BOC, p. 1760).

Texte abrogé :

Instruction n° 2500/DCCA/SD/4/1 du 8 mars 1956 (n.i. BO/G ; n.i. BO/M ; BO/A, p. 477 ; BOEM/A 26, p. 411).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 363-1.2.5.

Référence de publication : BOC/SC 1971, p. 369.

Les instructions 617 /MA/SPA/12 du 17 mai 1973 ⁽¹⁾ et 219 bis /MA/SPA/21 du 04 février 1966 ont fixé respectivement les conditions d'attribution des soldes de réforme définitive et des allocations temporaires d'ayant cause du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi 64-1339 du 26 décembre 1964 ⁽²⁾.

Le paiement de ces prestations étant effectué par les services du commissariat de l'air, la présente instruction a pour but d'en préciser les modalités.

1. ORGANISMES PAYEURS.

1.1. Les soldes de réforme définitive des militaires de l'armée de l'air et les allocations temporaires d'ayant cause sont payées suivant la répartition territoriale prévue par l'instruction n° 512/1/10/A/DCCA/3/9 du 1^{er} septembre 1969 :

- a). Au profit des bénéficiaires résidant en métropole par le CATA du lieu de résidence du titulaire ;
- b). Au profit des bénéficiaires résidant hors métropole et à l'étranger par le SACA 875.

1.2. Les crédits affectés à ce titre sont inscrits au chapitre 31-12-50, de la section « air ».

1.3. A la réception du titre de solde de réforme ou de l'allocation temporaire d'ayant cause, l'organisme payeur procède à la prise en compte de l'intéressé et à l'établissement des documents comptables dans les conditions prévues par l'instruction n° 9800/A/DCCA/3/10 du 1^{er} décembre 1972 sur l'exécution du service de la solde en temps de paix. Les différentes opérations administratives concernant l'engagement, l'ordonnancement et la liquidation sont effectuées suivant les dispositions de cette instruction.

2. MODALITÉS DE PAIEMENT.

2.1. L'organisme payeur effectue la remise du titre au titulaire, soit :

- par envoi recommandé postal avec accusé de réception ;
- ou aux intéressés eux-mêmes au bureau de l'organisme payeur contre décharge.

Cet organisme peut exiger la présentation du titre à tout moment.

Les titulaires sont munis d'un carnet de mutation modèle n° 527-7/4.

A l'aide des états individuels détachés de ce carnet, ils doivent signaler le mode de paiement désiré, les modifications survenues dans leur situation en y joignant, le cas échéant, les pièces justificatives nécessaires.

Les arrérages sont payés mensuellement et à terme échu.

Dans le cas où il serait dû une fraction de mois le décompte est établi en prenant pour facteur la trois cent soixantième partie du traitement annuel. Le paiement peut être effectué, soit en espèces à l'organisme payeur, soit par virement à un compte postal ou bancaire ou à un livret de caisse d'épargne ouvert au nom des intéressés.

Lors du paiement des premiers arrérages de la solde de réforme, l'organisme payeur demande au titulaire un certificat de cessation de paiement de la solde d'activité.

Un compte rendu de mise en paiement modèle n° 363-1*/40 de la solde de réforme est adressé :

- Au service des pensions des armées ;
- A chaque paiement effectué en numéraire près de l'organisme payeur, celui-ci doit exiger toute garantie quant à l'existence du créancier au moyen d'une pièce d'identité revêtue de la photographie du titulaire.

2.2. CHANGEMENT DE DOMICILE OU DE RÉSIDENCE.

Si le titulaire désire être payé dans la circonscription de son nouveau domicile, il doit notifier ce changement à l'organisme payeur à l'aide de l'état individuel de mutation. L'organisme payeur transmet alors le dossier de l'intéressé au nouvel organisme payeur par la voie hiérarchique administrative et avise le service des pensions des armées (modèle n° 363-1*/41).

2.3. PAIEMENT EN CAS DE RÉSIDENCE DANS UN DÉPARTEMENT OU TERRITOIRE D'OUTRE-MER.

Le titulaire d'une solde de réforme ou d'une allocation temporaire qui réside dans un département ou un territoire d'outre-mer peut, à son choix, y percevoir les émoluments ou les percevoir à son domicile en France.

Dans les cas où ces prestations sont payables dans un territoire ou zone des francs *CFP*, les titres sont établis d'après les tarifs en vigueur en francs métropolitains.

2.3.1. *Paiement de l'indemnité temporaire.*

Quand la résidence principale est située dans les départements ou territoires d'outre-mer énumérés ci-dessous, la solde de réforme ou l'allocation temporaire peut être abondée de l'indemnité temporaire prévue pour les personnels retraités (3).

Cette indemnité égale à un pourcentage du montant de la solde de réforme ou de l'allocation temporaire est versée mensuellement dans les conditions fixées par l' instruction 617 /MA/SPA/12 du 17 mai 1973 (4), à savoir :

- 35 % pour Mayotte et La Réunion ;
- 40 % pour Sainte-Pierre-et-Miquelon ;
- 75 % pour les établissements français de l'Océanie (5), la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, Wallis et Futuna.

Le montant de l'indemnité, arrêté en francs métropolitains est converti en monnaie locale suivant la parité en vigueur au jour du paiement.

Un certificat de résidence doit être fourni au moment du premier paiement et renouvelé au 1^{er} janvier de chaque année.

2.4. PAIEMENT EN CAS DE RÉSIDENCE EN PAYS ÉTRANGER.

Deux cas sont à considérer :

2.4.1. Le titulaire a fixé sa résidence en pays étranger.

Il doit adresser sa demande de transfert au SACA 875, accompagnée d'un certificat de résidence délivré par le consul de France du pays étranger. Le dossier est transmis à la direction centrale du commissariat de l'air, 1^{re} sous-direction, qui procède aux opérations nécessitées par les nouvelles modalités de paiement.

2.4.2. Le titulaire se rend provisoirement à l'étranger tout en conservant sa résidence principale en France.

Les prestations sont versées sur sa demande :

- soit par virement à un compte de dépôt ouvert dans un établissement bancaire en France, qui effectue le transfert des paiements dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur ;
- soit à un membre de sa famille résidant en France ou dans un département ou territoire d'outre-mer et préalablement mandaté à cet effet (certificat modèle n° 363-1*/42 prévu par l'article D. 43 du code des pensions civiles et militaires de retraite) [arrêté du 26 juillet 1967 JO du 12 août, p. 8111].

3. RÉAJUSTEMENT DES SOLDES DE RÉFORME ET DES ALLOCATIONS TEMPORAIRES.

3.1. CHANGEMENT DE TARIF DE SOLDE OU REVALORISATION D'INDICE MAJORÉ.

A chaque changement de tarif ou revalorisation d'indice majoré, l'organisme payeur doit établir les nouveaux taux après réception des barèmes du service des pensions des armées.

3.2. MODIFICATION DE L'INDICE BRUT.

L'organisme payeur devra faire parvenir au service des pensions des armées la liste des bénéficiaires de ces révisions et aviser les intéressés.

Le SPA procédera à la révision des titres initiaux.

4. SUSPENSIONS.

Dans tous les cas de suspension, les titres sont adressés en retour au service des pensions des armées qui les retransmettra ultérieurement à l'organisme payeur, si les prestations sont remises en paiement (modèles nos 363-1*/43 et 363-1*/44).

5. CESSATION DÉFINITIVE DE PAIEMENT.

Lors de la cessation du paiement (décès, expiration de la jouissance), les documents sont conservés par l'organisme payeur dans les conditions prévues pour la conservation des archives de solde.

Les titres sont adressés en retour au service des pensions des armées (modèle n° 363-1*/45).

Pour le ministre d'Etat chargé de la défense nationale et par délégation :

Le commissaire général inspecteur, directeur central du commissariat de l'air,

LE FORESTIER.

Figure 1. COMPTE RENDU DE MISE EN PAIEMENT D'UNE SOLDE DE RÉFORME DÉFINITIVE(OU D'UNE ALLOCATION TEMPORAIRE D'AYANT CAUSE).

N° du dossier au service
des pensions des armées :

Modèle n° 363-1*/40
(ex-modèle n° 363-1*/20).

Instruction n° 4940/A/DC
CA/1/2/P du 5 novembre
1970.

Format : 21 × 29,7.

**COMPTE RENDU DE MISE EN PAIEMENT D'UNE SOLDE DE RÉFORME DÉFINITIVE
(OU D'UNE ALLOCATION TEMPORAIRE D'AYANT CAUSE).**

Le commandant du (ou le directeur du _____)
certifie que M. _____ , demeurant à _____
_____ , titulaire du titre de solde de réforme définitive (invalidité, service, dégagement des
cadres) (1) n° _____ au contrôle central, pour une durée de _____ :
ou titulaire du titre d'allocation temporaire d'ayant cause :
— a été payé par ses soins, le _____ , des premiers arrérages de sa solde de
réforme (ou de l'allocation temporaire), sur présentation d'un C.C.P. délivré par
et arrêté à la date du _____
— qu'en conséquence, la jouissance de ladite solde de réforme (ou de l'allocation temporaire) a
commencé le _____ et se terminera à la date du _____
(inclus) ;

_____ A _____ , le _____ 19 ____ .

Transmis directement au service des pensions des armées.

(1) Rayer les mentions inutiles.

**Figure 2. COMPTE RENDU DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE D'UN TITULAIRE DE SOLDE DE
RÉFORME DÉFINITIVE**

N° du dossier au service
des pensions des armées :

Modèle n° 363-1*/41
(ex-modèle n° 363-1*/21).

Instruction n° 4940/A/DC
C.A./1/2/P du 5 novembre
1970.

Format : 21 × 29,7.

**COMPTE RENDU DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE D'UN TITULAIRE DE SOLDE
DE RÉFORME DÉFINITIVE
(OU D'UNE ALLOCATION TEMPORAIRE D'AYANT CAUSE) ENTRAÎNANT
UN CHANGEMENT DE PAYEUR
(voie administrative).**

Le commandant du (ou le directeur du) a l'honneur de rendre compte de ce
que M. , demeurant à , titulaire d'une solde de réforme
définitive (1) n° au contrôle central, portant jouissance du
au a été payé jusqu'au : inclusivement par ses soins.
L'intéressé résidant à , à compter du
passe sous l'administration du C.A.T.A. à compter de cette
date.

A , le 19 .

Transmis directement au service des pensions des armées, place de Verdun, La Rochelle.

(1) Ou d'une allocation temporaire d'ayant cause.

Figure 3. CERTIFICAT.

Figure 4. COMPTE RENDU D'INTERRUPTION DE PAIEMENT DEPUIS PLUS D'UNE ANNÉE D'UNE SOLDE DE RÉFORME DÉFINITIVE

N° du dossier au service
des pensions des armées :

Modèle n° 363-1*/43
(ex-modèle n° 363-1*/23).

Instruction n° 4940/A/DC
CA/1/2/P du 5 novembre
1970.

Format : 21 × 29,7.

**COMPTE RENDU D'INTERRUPTION DE PAIEMENT DEPUIS PLUS D'UNE ANNÉE
D'UNE SOLDE DE RÉFORME DÉFINITIVE
(OU D'UNE ALLOCATION TEMPORAIRE D'AYANT CAUSE).**

Le commandant du (ou le directeur du _____)
a l'honneur de rendre compte de ce que la solde de réforme définitive (1) n° _____ au contrôle
central, portant jouissance jusqu'au _____ et concernant le (2)
demeurant à _____ , a cessé d'être payée le
et n'a pas été réclamée depuis.

En conséquence, les arrérages n'ayant pas été réclamés pendant une année révolue, la solde de
réforme définitive n° (1)
est provisoirement suspendue (3) et les titres sont adressés en retour au service des pensions des
armées.

A _____ , le _____ 19 ____ .

(1) Ou l'allocation temporaire d'ayant cause.
(2) Grade, nom, prénoms.
(3) Décret du 10 janvier 1912.

**Figure 5. COMPTE RENDU D'INTERRUPTION DE PAIEMENT D'UNE SOLDE DE RÉFORME
DÉFINITIVE**

N° du dossier au service
des pensions des armées :

Modèle n° 363-1*/44
(ex-modèle n° 363-1*/24),

Instruction n° 4940/A/DC
CA/1/2/P du 5 novembre
1970.

Format : 21 × 29,7.

**COMPTE RENDU D'INTERRUPTION DE PAIEMENT D'UNE SOLDE DE RÉFORME DÉFINITIVE
(OU D'UNE ALLOCATION TEMPORAIRE D'AYANT CAUSE)**

Le commandant du (ou le directeur du _____)
a l'honneur de rendre compte de ce que la solde de réforme définitive (1) n° _____ au contrôle
central, concernant le (2)
demeurant à
rappelé à l'activité (3)
ou dont la solde de réforme a été suspendue (4)
a cessé d'être payée à compter du _____

Les titres sont transmis en retour au service des pensions des armées, place de Verdun,
La Rochelle.

A _____, le _____ 19 ____.

- _____
(1) Ou l'allocation temporaire d'ayant cause.
(2) Grade, nom, prénoms.
(3) Objet du rappel, référence.
(4) Référence de la décision du S.P.A.

**Figure 6. COMPTE RENDU DE CESSATION DE PAIEMENT D'UNE SOLDE DE RÉFORME
DÉFINITIVE**

N° du dossier au service
des pensions des armées :

Modèle n° 363-1^{er}/45
(ex-modèle n° 363-1^{er}/25).

Instruction n° 4940/A/DC
CA/1/2/P du 5 novembre
1970.

Format : 21 × 29,7.

**COMPTE RENDU DE CESSATION DE PAIEMENT D'UNE SOLDE DE RÉFORME DÉFINITIVE
(OU D'UNE ALLOCATION TEMPORAIRE D'AYANT CAUSE).**

Le commandant du (ou le directeur du _____)
a l'honneur de rendre compte de ce que la solde de réforme définitive (1) n° _____ au contrôle
central, concernant le (2) _____
demeurant à _____ , est arrivée à expiration le _____ .

En conséquence, l'intéressé a cessé de percevoir sa solde de réforme définitive (1) à compter de
cette date (ou a cessé d'être payé) (3) à compter du _____

L'intéressé étant décédé le _____

Les titres sont adressés en retour au service des pensions des armées.

A _____ , le _____ 19 _____ .

(1) Ou l'allocation temporaire d'ayant cause.
(2) Grade, nom, prénoms.
(3) Barrer la mention inutile.

(1) BOC/SC, p. 731 ; BOEM/A 26.

(2) Mentionnée BO/A, p. 267.

(3) Décret n°52-1050 du 10 septembre 1952 (n.i. BO ; JO du 12, p. 8973) et instruction n°78-5/SPE/B 3 du 21 juin 1978 (BOC, p. 5212) et instruction n°78-9/SPE/B 3 du 6 novembre 1978 (BOC, p. 5213).

(4) BOC/SC, p. 731 ; BOEM/A.

(5) Polynésie française.